

COMMUNIQUE DE PRESSE | Mai 2022

Elections de 2023 en RDC : l'Union européenne et ses États membres doivent adopter un positionnement clair et une stratégie commune

Au regard du processus électoral prévu pour 2023 en République Démocratique du Congo (RDC), le Réseau européen pour l'Afrique centrale (EurAc) publie un rapport qui dresse l'état des lieux du contexte électoral du pays et de ces enjeux. EurAc appelle l'Union européenne (UE) et ses États membres à s'accorder d'une seule voix pour accompagner les autorités congolaises dans l'organisation d'un processus électoral inclusif, transparent et crédible qui respecte la volonté souveraine du peuple congolais.

Un peu plus d'une année avant les élections générales prévues en RDC, la préparation du cycle électoral suscite déjà de nombreuses inquiétudes. Après la nomination controversée du nouveau Président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) M. Denis Kadima en octobre 2021, la société civile s'inquiète du retard pris dans la mise en place de son équipe, à qui incombera la lourde tâche d'organiser le scrutin dans un pays comptant une population de plus de 81 millions d'habitants, et de l'annonce du calendrier électoral fixant les étapes de l'organisation de celles-ci. Au-delà des défis logistiques que représente l'organisation des élections, le contexte politique et social dans lequel elles s'insèrent est également préoccupant et caractérisé par l'absence de consensus entre les parties prenantes, la fragilité du système partisan à la suite de la réorganisation de la majorité parlementaire, de nombreuses incertitudes concernant la réforme électorale en cours et enfin, une certaine lassitude des citoyens vis-à-vis du processus électoral.

Dans son rapport « Elections de 2023 en RDC : rectifier les erreurs du passé pour consolider la démocratie », EurAc dresse un état des lieux détaillé des différents enjeux qui attendent les responsables congolais dans la préparation de ce nouveau cycle électoral. Le réseau adresse également une série de recommandations à l'UE et ses États membres pour que ceux-ci se préparent au mieux, dès à présent, pour cette échéance cruciale pour l'avenir de la démocratie congolaise et de la pacification de la région des Grands Lacs.

« L'UE et ses États membres doivent se coordonner dès à présent et adopter une position commune face aux différents scénarios possibles de l'évolution de la situation électorale. Ils devront également se tenir prêts à donner une réponse ferme et unanime en cas d'irrégularités graves portant atteinte à la crédibilité du processus » souligne Teodora Nguen, chargée de plaidoyer pour les droits humains au sein d'EurAc. *« L'UE a joué un rôle important lors du précédent cycle électoral congolais et doit poursuivre son engagement dans la région en soutenant la société civile, les militants et les mouvements citoyens dans leur rôle d'éducation civique, de suivi et d'observation en amont du processus électoral »* poursuit-elle.

La RDC verra s'ouvrir fin 2023 son 4ème cycle électoral depuis son accès à l'indépendance en 1960. Les précédentes élections en 2018 avaient suscité de vives tensions sur la scène politique congolaise en raison de la volonté du Président sortant J. Kabila de briguer un 3ème mandat, du « glissement électoral » conduisant à près de deux années de retard dans la tenue du scrutin et enfin du fort contexte de restriction des libertés civiles et politiques et de violence à l'égard des opposants et de la population lors de diverses manifestations. Les résultats de ces élections ont été vivement contestés.

Le rapport a été présenté à Kinshasa le 20 mai dernier lors d'une conférence avec les décideurs politiques européens, des représentants des organisations internationales et des acteurs de la société civile européenne et congolaise.

- ▶ Rapport : [« Elections de 2023 en RDC: rectifier les erreurs du passé pour consolider la démocratie »](#)
- ▶ Déclaration de la conférence : [Conférence Kinshasa, Mai 2022 : Déclaration d'EurAc sur le processus électoral en RD Congo](#)

Contact pour les interviews :

- ▶ Teodora Nguen | Chargée de plaidoyer | teodora.nguen@eurac-network.org | +32 493 35 52 44
- ▶ Clara Debeve | Directrice | clara.debeve@eurac-network.org | +32 490 43 76 70

A propos d'EurAc

Le Réseau européen pour l'Afrique centrale (EurAc), créé en 2003, a pour objectif d'aider la région des Grands Lacs à construire un avenir meilleur. EurAc mène un travail de plaidoyer pour un engagement fort, cohérent et durable de l'Union européenne et de ses Etats membres, intégré à une approche régionale. EurAc rassemble 36 organisations de la société civile européenne qui travaillent sur et dans la région et qui soutiennent la société civile locale au Burundi, en République démocratique du Congo (RDC) et au Rwanda dans la promotion de la paix et du développement, et dans la défense des droits de l'Homme.